

**SDAGE Seine-Normandie 2010-2015**

SDAGE SEINE-NORMANDIE 2010-2015				PROJET		RAPPEL - COMMENTAIRES
Défis	Orientations	Dispositions		Concerné	Non concerné	
1. DIMINUER LES POLLUTIONS PONCTUELLES DES MILIEUX PAR LES POLLUANTS CLASSIQUES	01 Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux	D1	Adapter les rejets issus des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au milieu récepteur	X		Les réseaux de collecte des EP et des EU sont séparatifs. Le projet ne prévoit pas de rejet d'eau de process. Le réseau EU sanitaire est raccordé au réseau communal. Les rejets seront conformes au règlement d'assainissement. Les rejets d'EP seront réalisés au milieu naturel, après passage par un séparateur à hydrocarbures.
		D2	Prescrire des mesures compensatoires en hydromorphologie pour limiter les effets des pollutions classiques		X	
		D3	Traiter et valoriser les boues des systèmes d'assainissement		X	
		D4	Valoriser le potentiel énergétique de l'assainissement		X	
		D5	Améliorer les réseaux collectifs d'assainissement		X	
	02 Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain par des voies préventives	D6	Renforcer la prise en compte des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme		X	
		D7	Réduire les volumes collectés par temps de pluie	X		Infiltration au niveau des espaces verts. Les autres EP rejoignent le bassin de rétention avec régulateur de débit à 5l/s avant rejet au milieu naturel.
		D8	Privilégier les mesures alternatives et le recyclage des eaux pluviales		X	
2. DIMINUER LES POLLUTIONS DIFFUSES DES MILIEUX AQUATIQUES	03 Diminuer la pression polluante par les fertilisants (nitrates et phosphore) en élevant le niveau d'application des bonnes pratiques agricoles	D9	Réduire la pression de fertilisation dans les zones vulnérables pour atteindre les objectifs du SDAGE		X	
		D10	Optimiser la couverture des sols en automne pour atteindre les objectifs environnementaux du SDAGE		X	
		D11	Maîtriser les apports de phosphore en amont des masses d'eau de surface menacées d'eutrophisation		X	
	04 Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques	D12	Protéger les milieux aquatiques des pollutions par le maintien de la ripisylve naturelle ou la mise en place de zones tampons		X	
		D13	Maîtriser le ruissellement et l'érosion en amont des masses d'eau altérées par ces phénomènes		X	
		D14	Conserver les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements	X		Les espaces verts actuels seront conservés.
		D15	Maintenir les surfaces en herbe existantes (prairies temporaires ou permanentes)	X		
		D16	Limiter l'impact du drainage par des aménagements spécifiques		X	

SDAGE SEINE-NORMANDIE 2010-2015				PROJET		RAPPEL - COMMENTAIRES
Défis	Orientations	Dispositions		Concerné	Non concerné	
	05 Maitriser les pollutions diffuses d'origine domestique	D17	Encadrer et mettre en conformité l'assainissement non collectif		X	
		D18	Contrôler et mettre en conformité les branchements des particuliers		X	
		D19	Mutations de biens immobiliers et certificats de raccordement		X	
		D20	Limiter l'impact des infiltrations en nappes	X		Infiltration au niveau des espaces verts, et envoi des EU vers les réseaux de la ville. Les eaux potentiellement polluées sont celles des aires de dépotage et les eaux ruisselant sur la voirie : des séparateurs d'hydrocarbures leur sont dédiés, et elles ne seront pas infiltrées, mais envoyées vers le bassin de rétention. Pas de rejet d'eaux potentiellement polluées au milieu naturel.
3. REDUIRE LES POLLUTIONS DES MILIEUX AQUATIQUES PAR LES MICROPOLLUANTS	06 Identifier les sources et parts respectives des émetteurs et améliorer la connaissance des substances dangereuses	D21	Identifier les principaux émetteurs de substances dangereuses concernés	X		Les seules sources de pollution sont les eaux de ruissellement sur les voiries et les éventuelles fuites au niveau des aires de dépotage du carburant.
		D22	Rechercher les substances dangereuses dans les milieux et les rejets	X		Les eaux pluviales font l'objet d'analyses 1 fois/an pour s'assurer de la qualité des eaux rejetées.
	07 Adapter les mesures administratives permettant d'atteindre les objectifs de suppression et de réduction des substances dangereuses	D23	Adapter les autorisations de rejet des substances dangereuses		X	
		D24	Intégrer dans les documents administratifs du domaine de l'eau les objectifs de réduction des substances dangereuses ainsi que les objectifs spécifiques des aires d'alimentation de captage (AAC) et du littoral		X	
		D25	Intégrer dans les documents professionnels les objectifs de réduction des micropolluants ainsi que les objectifs spécifiques des aires d'alimentation de captage (AAC) et du littoral		X	
	08 Promouvoir les actions à la source de réduction ou suppression des rejets de substances dangereuses	D26	Responsabiliser les utilisateurs de micropolluants (activités économiques, unions professionnelles, agriculteurs, collectivités, associations, groupements et particuliers...)		X	
		D27	Mettre en oeuvre prioritairement la réduction à la source des rejets de substances dangereuses par les acteurs économiques	X		Aucun rejet de substances dangereuses ne sera effectué. Des séparateurs à hydrocarbures placés au niveau des aires de dépotage et du bassin de rétention permettront de capter les polluants issus du dépotage du carburant ou des eaux de ruissellement des voies de circulation. En cas de déversement accidentel de carburant, les eaux polluées seront isolées sur le site puis collectées et traitées par un organisme agréé.
		D28	Renforcer les actions vis-à-vis des déchets dangereux produits en petites quantités par des sources dispersées et favoriser le recyclage	X		Le personnel sera sensibilisé à la problématique du tri des déchets et tous les déchets produits sur site seront triés à la source. Le site souscrira des contrats pour le traitement des déchets auprès d'entreprises habilitées. Les déchets seront transportés par les collecteurs et éliminés dans les centres de traitement agréés. Les déchets dangereux feront l'objet d'un suivi qui sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Ils ne seront produits qu'en faibles quantités. Les déchets liés à la maintenance des équipements du site et les boues issues des séparateurs à hydrocarbures seront collectés et traités / éliminés par des organismes agréés.

SDAGE SEINE-NORMANDIE 2010-2015				PROJET		RAPPEL - COMMENTAIRES
Défis	Orientations	Dispositions		Concerné	Non concerné	
		D29	Réduire le recours aux pesticides en agissant sur les pratiques		X	
		D30	Usage des substances dangereuses dans les aires d'alimentation des captages		X	
	09 Soutenir les actions palliatives contribuant à la réduction, en cas d'impossibilité d'action à la source	D31	Soutenir les actions palliatives contribuant à la réduction des flux de substances dangereuses vers les milieux aquatiques	X		Entretien et maintenance des réseaux de collecte du site et des séparateurs à hydrocarbures. Présence de 2 pompes de relevage en sortie de bassin de rétention, permettant de réguler le débit de fuite et d'éviter le rejet d'effluent en cas de pollution.
4. REDUIRE LES POLLUTIONS MICROBIOLOGIQUES DES MILIEUX	10 Définir la vulnérabilité des milieux en zone littorale	D32	Réaliser des profils de vulnérabilité des zones baignade		X	
		D33	Réaliser des profils de vulnérabilité des eaux conchylicoles		X	
	11 Limiter les risques microbiologiques d'origine domestique et industrielle	D34	Identifier et programmer les travaux limitant la pollution microbiologique du littoral		X	
		D35	Sensibiliser les usagers à la qualité des branchements		X	
	12 Limiter les risques microbiologiques d'origine agricole	D36	Maîtriser l'accès du bétail aux abords des cours d'eau et points d'eau dans ces zones sensibles aux risques microbiologiques		X	
		D37	Limiter les risques d'entraînement des contaminants microbiologiques par ruissellement hors des parcelles		X	
5. PROTEGER LES CAPTAGES D'EAU POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ACTUELLE ET FUTURE	13 Protéger les aires d'alimentation de captage d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions diffuses	D38	Les zones de protection des prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine sont définies comme étant les aires d'alimentation des captages		X	Le site d'étude n'est pas compris dans un périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable.
		D39	Diagnostiquer et classer les captages d'alimentation en eau potable en fonction de la qualité de l'eau brute		X	
		D40	Mettre en oeuvre un programme d'action adapté pour protéger ou reconquérir la qualité de l'eau captée pour l'alimentation en eau potable		X	
		D41	Protéger la ressource par des programmes de maîtrise d'usage des sols en priorité dans les périmètres de protection réglementaire		X	
		D42	Définir des zones protégées destinées à l'alimentation en eau potable pour le futur		X	
	14 Protéger les aires d'alimentation de captage d'eau de surface destinées à la consommation humaine contre les pollutions	D43	Mettre en oeuvre des périmètres de protection des prises d'eau pour l'alimentation en eau potable		X	
		D44	Réglementer les rejets dans les périmètres rapprochés de captages		X	
		D45	Prendre en compte les eaux de ruissellement pour protéger l'eau captée pour l'alimentation en eau potable de manière différenciée en zone urbanisée et en zone rurale		X	

SDAGE SEINE-NORMANDIE 2010-2015				PROJET		RAPPEL - COMMENTAIRES
Défis	Orientations	Dispositions		Concerné	Non concerné	
15	Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité	D46	Limiter l'impact des travaux et aménagements sur les milieux aquatiques continentaux et les zones humides		X	Le site n'est pas localisé dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation (département, SAGE, ...).
		D47	Limiter l'impact des travaux et aménagements sur le milieu marin		X	
		D48	Entretien des milieux de façon à favoriser les habitats et la biodiversité		X	
		D49	Restaurer, renaturer et aménager les milieux dégradés ou artificiels		X	
		D50	Mieux prendre en compte le milieu dans la gestion du trait de côte		X	
		D51	Instaurer un plan de restauration des milieux aquatiques dans les SAGE		X	
		D52	Délimiter et cartographier les espaces de mobilité des cours d'eau et du littoral		X	
		D53	Préserver et restaurer les espaces de mobilité des cours d'eau et du littoral		X	
		D54	Maintenir et développer la fonctionnalité des milieux aquatiques particulièrement dans les zones de frayères		X	
		D55	Limiter le colmatage du lit des cours d'eau dans les zones de frayères à migrateurs		X	
		D56	Préserver les espaces à haute valeur patrimoniale et environnementale		X	
		D57	Gérer durablement les milieux et les usages des espaces littoraux		X	
		D58	Eviter, réduire ou compenser l'impact morphosédimentaire des aménagements et des activités sur le littoral		X	
		D59	Identifier et protéger les forêts alluviales		X	

SDAGE SEINE-NORMANDIE 2010-2015				PROJET		RAPPEL - COMMENTAIRES
Défis	Orientations	Dispositions		Concerné	Non concerné	
6. PROTEGER ET RESTAURER LES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES	16 Assurer la continuité écologique pour atteindre les objectifs environnementaux des masses d'eau	D60	Décloisonner les cours d'eau pour améliorer la continuité écologique		X	
		D61	Dimensionner les dispositifs de franchissement des ouvrages en évaluant les conditions de libre circulation et leurs effets		X	
		D62	Supprimer ou aménager les buses estuariennes des cours d'eau côtiers pour améliorer la continuité écologique		X	
		D63	Aménager les prises d'eau des turbines hydroélectriques pour assurer la dévalaison et limiter les dommages sur les espèces migratrices		X	
		D64	Diagnostiquer et établir un programme de libre circulation des espèces dans les SAGE		X	
		D65	Favoriser la diversité des habitats par des connexions transversales		X	
		D66	Les cours d'eau jouant le rôle de réservoirs biologiques		X	
		D67	Adapter les ouvrages qui constituent un obstacle à la continuité écologiques sur les axes migrateurs d'intérêt majeur		X	
		D68	Informier, former et sensibiliser sur le rétablissement de la continuité écologique		X	
	17 Concilier la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et le bon état	D69	Concilier le transport par voie d'eau, la production hydroélectrique et le bon état		X	
	18 Gérer les ressources vivantes en assurant la sauvegarde des espèces	D70	Établir et mettre en oeuvre des plans de gestion piscicole à une échelle pertinente		X	
		D71	Promouvoir une gestion patrimoniale naturelle basée sur les milieux et non pas sur les peuplements piscicoles		X	
		D72	Gérer les ressources marines		X	
		D73	Réviser les catégories piscicoles des cours d'eau selon leur état fonctionnel		X	
		D74	Assurer la libre circulation des migrateurs amphihalins entre les milieux marins et les milieux aquatiques continentaux		X	
		D75	Gérer les stocks des migrateurs amphihalins		X	
		D76	Contrôler, conformément à la réglementation, la pêche maritime de loisir et professionnelle des poissons migrateurs amphihalins près des côtes		X	
		D77	Intégrer les prescriptions du plan de gestion des poissons migrateurs dans les SAGE		X	

SDAGE SEINE-NORMANDIE 2010-2015				PROJET		RAPPEL - COMMENTAIRES
Défis	Orientations	Dispositions		Concerné	Non concerné	
	19 Mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	D78	Modalité d'examen des projets soumis à déclaration ou à autorisation en zones humides		X	Le site n'est pas localisé dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation (département, SAGE, ...).
		D79	Veiller à la cohérence des aides publiques en zones humides		X	
		D80	Délimiter les zones humides		X	
		D81	Identifier les ZHIEP et définir des programmes d'actions		X	
		D82	Délimiter les ZHSGE		X	
		D83	Protéger les zones humides par les documents d'urbanisme		X	
		D84	Préserver la fonctionnalité des zones humides		X	
		D85	Limiter et justifier les prélèvements dans les nappes et cours d'eau alimentant une zone humide		X	
		D86	Établir un plan de reconquête des zones humides		X	
		D87	Informier, former et sensibiliser sur les zones humides		X	
	20 Lutter contre la faune et la flore invasives et exotiques	D88	Mettre en place un dispositif de surveillance des espèces exotiques envahissantes		X	
		D89	Définir et mettre en oeuvre une stratégie d'intervention pour limiter les espèces exotiques envahissantes		X	
		D90	Éviter la propagation des espèces exotiques envahissantes par les activités humaines		X	
		D91	Intégrer la problématique des espèces exotiques envahissantes dans les SAGE, les contrats, les autres documents de programmation et de gestion		X	

SDAGE SEINE-NORMANDIE 2010-2015				PROJET		RAPPEL - COMMENTAIRES
Défis	Orientations	Dispositions		Concerné	Non concerné	
	21 Réduire l'incidence de l'extraction des granulats sur l'eau et les milieux aquatiques	D92	Zoner les contraintes liées à l'exploitation des granulats		X	
		D93	Évaluer l'incidence des projets d'exploitation de granulats dans les ZNIEFF et les zones Natura 2000		X	
		D94	Définir les zonages, les conditions d'implantation de carrières compatibles avec tous les usages dans les SAGE et les schémas départementaux des carrières (SDC)		X	
		D95	Évaluer l'impact de l'ouverture des carrières vis-à-vis des inondations et de l'alimentation en eau potable		X	
		D96	Elaborer un plan de réaménagement des carrières par vallée		X	
		D97	Réaménager les carrières		X	
		D98	Gérer dans le temps les carrières réaménagées		X	
		D99	Assurer la cohérence des SDC et développer les voies alternatives à l'extraction de granulats alluvionnaires		X	
		D100	Les SDC doivent tenir compte des ressources globales de granulats alluvionnaires à minima au niveau régional, des possibilités locales de recyclage et des disponibilités en autres matériaux		X	
		D101	Prendre en compte la provenance des matériaux dans l'étude d'impact des grands aménagements		X	
		D102	Planifier globalement l'exploitation des granulats marins et les exploiter en compatibilité avec les objectifs du SDAGE et les autres usages de la mer		X	
		D103	Améliorer la concertation		X	
	22 Limiter la création de nouveaux plans d'eau et encadrer la gestion des plans d'eau existants	D104	Limiter de façon spécifique la création de plans d'eau		X	
		D105	Autoriser sous réserves la création de plans d'eau		X	
		D106	Sensibiliser les propriétaires sur l'entretien de plans d'eau		X	
		D106	Etablir un plan de gestion des plans d'eau		X	
		D107	Le devenir des plans d'eau hors d'usage		X	
	23 Anticiper et prévenir les surexploitations globales ou locales des ressources en eau souterraine	D109	Mettre en oeuvre une gestion collective pour les masses d'eau ou partie de masses d'eau souterraines en mauvais état quantitatif		X	
		D110	Définir des volumes maximaux prélevables pour les masses d'eau ou parties de masses d'eau souterraines en mauvais état quantitatif		X	
		D111	Adapter les prélèvements en eau souterraine dans le respect de l'alimentation des petits cours d'eau et des milieux aquatiques associés		X	Aucun prélèvement dans le milieu naturel n'est prévu dans le cadre du projet.



SDAGE SEINE-NORMANDIE 2010-2015				PROJET		RAPPEL - COMMENTAIRES
Défis	Orientations	Dispositions		Concerné	Non concerné	
7. GERER LA RARETE DE LA RESSOURCE EN EAU	24 Assurer une gestion spécifique par masse d'eau ou partie de masses d'eau souterraine	D112	Modalités de gestion pour la masse d'eau souterraine 3103 TERTIAIRE DU BRIE-CHAMPIGNY ET DU SOISSONNAIS		X	
		D113	Modalités de gestion des masses d'eau souterraine 4092 CALCAIRES TERTIAIRES LIBRES ET CRAIE SENONNIENNE DE BEAUCE et FRGG135 CALCAIRES TERTIAIRES CAPTIFS DE BEAUCE SOUS FORET D'ORLEANS		X	
		D114	Modalités de gestion de la masse d'eau souterraine 3218 ALBIENNEOCOMIEN CAPTIF	X		Aucun prélèvement d'eau prévu. Imperméabilisation des sols au niveau des zones à risque afin d'éviter toute pollution de la nappe et dispositif de traitement adapté.
		D115	Modalités de gestion locales pour les masses d'eau souterraine 3001, 3202 et 3211		X	
		D116	Modalités de gestion pour la masse d'eau souterraine 3208 CRAIE DE CHAMPAGNE SUD ET CENTRE et Centre et pour la partie nord de la masse d'eau souterraine 3209 CRAIE DU SENONNAIS ET DU PAYS D'OTHE		X	
		D117	Modalités de gestion pour la masse d'eau souterraine 3308 BATHONIENBAJOCIEN PLAINE DE CAEN ET DU BESSIN		X	
	25 Protéger les nappes stratégiques à réserver pour l'alimentation en eau potable future	D118	Modalités de gestion de l'Yprésien de la masse d'eau souterraine 3104 EOCENE DU VALOIS		X	
		D119	Modalités de gestion de l'Eocène de la masse d'eau souterraine 4092 BEAUCE en Ile-de-France		X	
		D120	Masse d'eau souterraine 3006 ALLUVIONS DE LA BASSE		X	
		D121	Masse d'eau souterraine 3101 ISTHME DU COTENTIN		X	
		D122	Modalité de gestion de la masse d'eau souterraine 4135 CALCAIRES TERTIAIRES CAPTIFS DE BEAUCE SOUS FORET D'ORLEANS		X	
	26 Anticiper et prévenir les situations de pénuries chroniques des masses d'eau de surface	D123	Mettre en oeuvre une gestion concertée des masses d'eau de surface dans les situations de pénurie		X	
		D124	Adapter les prélèvements dans les cours d'eau naturellement en déficit		X	
		D125	Gérer les prélèvements dans les cours d'eau et nappes d'accompagnement à forte pression de consommation		X	
	27 Améliorer la gestion de crise lors des étiages sévères	D126	Développer la cohérence des seuils et les restrictions d'usages lors des étiages sévères		X	
		D127	Développer la prise en compte des nappes souterraines dans les arrêtés cadres départementaux sécheresse		X	
	28 Inciter au bon usage de l'eau	D128	Lutter contre les fuites dans les réseaux AEP	X		Le réseau d'eau potable sera maintenu en bon état.
		D129	Favoriser et sensibiliser les acteurs concernés au bon usage de l'eau		X	
		D130	Maîtriser les impacts des sondages, des forages et des ouvrages géothermiques sur les milieux		X	

SDAGE SEINE-NORMANDIE 2010-2015				PROJET		RAPPEL - COMMENTAIRES
Défis	Orientations	Dispositions		Concerné	Non concerné	
8. LIMITER ET PREVENIR LE RISQUE INONDATION	29 Améliorer la sensibilisation, l'information préventive et les connaissances sur le risque d'inondation	D131	Sensibiliser et informer la population au risque d'inondation		X	Le projet ne se situe pas dans une zone à risque d'inondation.
		D132	Compléter la cartographie des zones à risque d'inondation (aléas et enjeux)		X	
	30 Réduire la vulnérabilité des personnes et des biens exposés au risque d'inondation	D133	Elaborer des diagnostics de vulnérabilité dans les zones à risque d'inondation		X	
		D134	Développer la prise en compte du risque d'inondation pour les projets situés en zone inondable		X	
		D135	Gérer les digues existantes (sécurité, entretien, effacement) pour limiter le risque d'inondation		X	
		D136	Prendre en compte les zones inondables dans les documents d'urbanisme		X	
	31 Préserver et reconquérir les zones naturelles d'expansion des crues	D137	Identifier et cartographier les zones d'expansion des crues les plus fonctionnelles		X	
		D138	Prendre en compte les zones d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme		X	
		D139	Compenser les remblais autorisés permettant de conserver les conditions d'expansion des crues		X	
	32 Limiter les impacts des ouvrages de protection contre les inondations qui ne doivent pas accroître le risque à l'aval	D140	Privilégier le ralentissement dynamique des crues		X	
		D141	Evaluer les impacts des mesures de protection sur l'aggravation du risque d'inondation et adapter les règles d'urbanisme en conséquence		X	
		D142	Accompagner les mesures de protection par une sensibilisation systématique au risque d'inondation		X	
		D143	Conditionner les financements des ouvrages de protection contre les inondations		X	
	33 Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation	D144	Etudier les incidences environnementales des documents d'urbanisme et des projets d'aménagement sur le risque d'inondation		X	
		D145	Maîtriser l'imperméabilisation et les débits de fuite en zones urbaines pour limiter le risque d'inondation à l'aval	X		
		D146	Privilégier, dans les projets neufs ou de renouvellement, les techniques de gestion des eaux pluviales à la parcelle limitant le débit de ruissellement	X		

SDAGE SEINE-NORMANDIE 2010-2015				PROJET		RAPPEL - COMMENTAIRES
Défis	Orientations	Dispositions		Concerné	Non concerné	
LEVIER 1. ACQUERIR ET PARTAGER LES CONNAISSANCES POUR RELEVER LES DEFIS	34 Acquérir et partager les connaissances pour relever les défis	D147	Poursuivre la recherche sur les substances toxiques		X	
		D148	Améliorer les connaissances des rejets radionucléides		X	
	35 Améliorer la connaissance sur les milieux aquatiques, les zones humides et les granulats	D149	Connaître, préserver et reconquérir les zones de production des poissons migrateurs amphihalins		X	
		D150	Développer la recherche sur les matériaux de substitution		X	
		D151	Approfondir la connaissance des ressources et de l'impact des extractions de granulats marins		X	
	36 Améliorer les connaissances et les systèmes d'évaluation des actions	D152	Améliorer les connaissances		X	
		D153	Renforcer et mettre en cohérence les observatoires des pratiques agricoles et non-agricoles, en matière de pesticides et de fertilisation		X	
		D154	Mettre en cohérence les réseaux de surveillance et les données		X	
		D155	Evaluer l'impact des politiques de l'eau		X	
		D156	Prendre en compte le bilan carbone ® lors de la réalisation de nouveaux projets		X	
		D157	Organiser les études et acquisitions de connaissance pour modéliser les situations de crise		X	
	37 Favoriser une meilleure organisation des acteurs du domaine de l'eau	D158	Renforcer la synergie entre tous les acteurs de la société civile par les réseaux d'échanges		X	
		D159	Favoriser l'émergence de maîtres d'ouvrages et la cohérence hydrographique de leurs interventions		X	
		D160	Favoriser l'émergence d'EPTB sur les grands axes du bassin		X	
	38 Renforcer et faciliter la mise en oeuvre des SAGE	D161	Définir des périmètres de SAGE		X	
		D162	Veiller à la cohérence des SAGE sur les territoires partagés		X	
		D163	Etablir les rapports d'activité des SAGE		X	
		D164	Renforcer le rôle des CLE lors de l'élaboration, la révision et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme (SCOT, PLU et carte communale)		X	
		D165	Renforcer les échanges entre les CLE et les acteurs présents sur le territoire du SAGE		X	
		D166	Renforcer l'intégration des objectifs littoraux dans les SAGE		X	
		D167	Favoriser la mise en place de démarche de gestion intégrée de la mer et du littoral		X	
	39 Promouvoir la contractualisation entre les acteurs	D168	Favoriser la contractualisation		X	
		D169	Développer et soutenir l'animation		X	
		D170	Mettre en place un suivi et une évaluation systématique des contrats		X	

SDAGE SEINE-NORMANDIE 2010-2015				PROJET		RAPPEL - COMMENTAIRES
Défis	Orientations	Dispositions		Concerné	Non concerné	
LEVIER 2. DEVELOPPER LA GOUVERNANCE ET L'ANALYSE ECONOMIQUE POUR RELEVER LES DEFIS	40 Sensibiliser, former et informer tous les publics à la gestion de l'eau	D171	Sensibiliser le public à l'environnement		X	
		D172	Former les acteurs ayant des responsabilités dans le domaine de l'eau		X	
		D173	Soutenir les programmes d'éducation à la citoyenneté dans le domaine de l'eau		X	
		D174	Communiquer par le biais des outils de gestion de l'eau		X	
		D175	Sensibiliser tous les publics aux changements majeurs futurs, en particulier aux changements futurs		X	
		D176	Communiquer sur les évolutions du climat et les aspects socio-économiques		X	
	41 Améliorer et promouvoir la transparence	D177	Alimenter le système d'information économique sur l'eau		X	
		D178	Alimenter un observatoire des coûts unitaires		X	
		D179	Assurer la transparence sur les coûts des services et les coûts environnementaux		X	
		D180	Assurer la transparence sur la récupération des coûts		X	
		D181	Améliorer la transparence sur les besoins de renouvellement et de mise aux normes des équipements des services d'eau et d'assainissement		X	
	42 Renforcer le principe pollueur-payeur et la solidarité sur le territoire	D182	Moduler les redevances pour appliquer une tarification incitative		X	
		D183	Conditionner les aides au respect de la réglementation		X	
		D184	Favoriser la solidarité entre les acteurs du territoire		X	
	43 Rationaliser le choix des actions et assurer une gestion durable	D185	Favoriser une synergie entre aides publiques et politique de l'eau		X	
		D186	Rendre localement le contexte économique favorable aux systèmes de production les moins polluants		X	
		D187	Evaluer les politiques publiques		X	
		D188	Développer l'analyse économique dans les contrats intégrant le domaine de l'eau et les SAGE		X	

**SAGE de la Bièvre – PAGD**

GOUVERNANCE, AMENAGEMENT, SENSIBILISATION, COMMUNICATION						
Objectifs	Orientations		Dispositions correspondantes	Concerné	Non concerné	Application au site
						Description
Faire en sorte que toutes les actions envisagées dans le cadre du SAGE puissent être mises en œuvre par un portage cohérent Faciliter la cohérence et la compatibilité des documents d'urbanisme avec les orientations et les objectifs du SAGE.	G. 1: Gouvernance et coordination	1	Assurer la cohérence et la coordination des initiatives territoriales sur la gestion de l'eau à l'échelle du territoire du SAGE		X	
		2	Assurer une coordination inter-SAGE		X	
	G. 2 : Sensibilisation pédagogie et valorisation des actions	3	Développer, mettre en œuvre un plan de communication et de partage d'expériences		X	
	G. 3 : Intégration des enjeux du SAGE dans les projets d'aménagements et dans la planification urbaine	4	Intégrer les objectifs du SAGE dans les documents d'urbanisme		X	
		5	Assurer une animation et un appui auprès des collectivités et aménageurs pour l'intégration des enjeux liés à l'eau dans les aménagements		X	
	G. 4 : Statut de la Bièvre aval	6	Mettre en œuvre les modalités de l'exercice de la police de l'eau sur la Bièvre aval		X	

Milieux						
Objectifs	Orientations		Dispositions correspondantes	Concerné	Non concerné	Application au site
						Description
	M. 1 : Renaturation et réouverture de tronçons cohérents	7	Etudier les possibilités de réouverture des cours d'eau et rigoles et mener les travaux		X	
		8	Accompagner et coordonner les maitres d'ouvrage dans leurs projets de réouverture des cours d'eau		X	
		9	Poursuivre les études de faisabilité d'un rejet de la Bièvre en Seine sur le territoire de la ville de Paris		X	
	M. 2 : Restauration hydromorphologique	10	Améliorer la connaissance sur l'hydromorphologie de la Bièvre et ses affluents y compris sur les rigoles		X	
		11	Procéder aux travaux de restauration hydromorphologique		X	

Atteindre le bon potentiel ou bon état écologique pour les masses d'eau selon les échéances fixées par le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands	M. 3 : Amélioration de la continuité écologique (sédimentaire et piscicole) et hydraulique (latérale et transversale)	12	Accompagner et coordonner les maitres d'ouvrage dans leurs projets d'amélioration de la continuité écologique des cours d'eau		X	
		13	Réaliser les travaux nécessaires à la restauration de la continuité écologique		X	
		14	Identifier le tracé de la Bièvre et de ses affluents dans les documents d'urbanisme		X	
		15	Préconiser des marges de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau		X	Le projet se situe sur un site déjà industrialisé, ne modifiant aucun cours d'eau.
		16	Définir une marge de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau		X	
		17	Limiter l'artificialisation des cours d'eau		X	
	M. 4 : Préservation, restauration et valorisation des zones humides	18	Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme		X	Le site n'est pas localisé dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation.
		19	Eviter toute dégradation des zones humides		X	
		20	Orienter les mesures compensatoires dans le cadre d'impacts résiduels de projets d'aménagements sur les milieux aquatiques ne pouvant être réduits ou évités		X	
		21	Assurer une gestion adaptée et restaurer les zones humides à enjeux environnementaux		X	
		22	Encourager à l'acquisition foncière des zones humides		X	
	M. 5 : Préservation et gestion des milieux aquatiques associés	23	Améliorer la connaissance sur les espèces invasives et lutter contre leur expansion		X	
		24	Etablir des plans de gestion piscicole		X	
		25	Limiter la création de plans d'eau		X	

Ruissellement						
Objectifs	Orientations	Dispositions correspondantes		Application au site		
				Concerné	Non concerné	Description
Prévenir et gérer le risque d'inondations et submersions par débordements de réseaux	R. 1 : Prévision des désordres, des crues de la Bièvre et de ses affluents et des débordements de réseaux : surveillance et anticipation	40	Développer auprès des collectivités locales et du grand public un volet « culture du risque inondation »		X	
		41	Anticiper les désordres et améliorer la communication et la coordination des maitrises d'ouvrages compétentes dans la gestion du système Bièvre en temps de pluie		X	
	R. 2 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens par l'intégration du risque d'inondation par débordements de cours d'eau dans l'urbanisme	42	Encourager la réalisation des plans de préventions des risques naturels d'inondation sur le territoire amont du territoire du SAGE		X	
		43	Intégrer la préservation des zones d'écoulement et d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme		X	
		44	Préserver les zones naturelles d'expansion de crues de tout nouvel aménagement		X	
		45	Reconquérir les zones d'expansion des crues		X	
	R. 3 : Prévention : mise en place de règles de gestion concertée inter-acteurs	46	Partager les connaissances et aboutir à des règles de gestion concertée à l'échelle du territoire du SAGE		X	
		47	Mettre à jour ou établir des protocoles de transfert		X	
		48	<u>Supprimer les points noirs actuels identifiés sur les réseaux routiers</u>		X	
		49	Améliorer la gestion intégrée des eaux pluviales urbaines	X		Les réseaux de collecte des EP et des EU sont séparatifs. Les EP sont collectées et dirigées vers un bassin de



	R. 4 : Prévention : Limitation des ruissellements à la source	50	Gérer les eaux pluviales dans le cadre de nouveaux projets ou de rénovations urbaines présentant un rejet d'eaux pluviales au milieu naturel	X		rétenction muni de 2 pompes de relevage. En cas de risque de pollution, les pompes sont stopées pour mettre en rétenction le bassin. Lesrejets d'EP seront réalisés au milieu naturel, après passage par un séparateur à hydrocarbures.
		51	Accompagner les élus, les propriétaires fonciers et les aménageurs pour une bonne intégration de la gestion des eaux pluviales dans les nouveaux projets d'aménagement et dans les projets de réhabilitation		X	
		52	Accompagner les propriétaires fonciers dans la mise en conformité de l'existant		X	
		53	Réaliser les travaux de rétenction et de traitement des eaux de pluie sur les infrastructures et les bâtiments publics existants		X	
		54	Sensibiliser les agriculteurs et exploitants forestiers aux pratiques permettant de limiter le ruissellement des eaux et ses impacts sur les milieux aquatiques		X	
	R. 5 : Protection : augmentation des capacités de transfert et d'écèlement	55	Etudier les solutions pour maîtriser les risques et réduire les débordements de réseaux dommageables sur les zones les plus vulnérables		X	

Patrimoine						
Objectifs	Orientations		Dispositions correspondantes	Concerné	Non concerné	Application au site
						Description
Accompagner la valorisation et la restauration du patrimoine hydraulique, du petit patrimoine bâti et du patrimoine paysager	P.1 : 1 : Protection et valorisation du patrimoine naturel, paysager et historique	56	Renforcer et promouvoir les circuits de valorisation du patrimoine hydraulique et du patrimoine bâti en lien avec l'eau		X	
		57	Communiquer auprès du grand public sur l'histoire de la Bièvre		X	
		58	Promouvoir la valorisation du patrimoine naturel		X	
		59	Suivre les réflexions sur le rétablissement de la continuité hydraulique entre le réseau des étangs et rigoles du plateau de Saclay et Versailles		X	

## **SAGE de la Bièvre – Règlement**

# ARTICLE 1 : PRÉSERVER LE LIT MINEUR ET LES BERGES

Règle	Application au site		Description
	Concerné	Non concerné	
<p>Toutes nouvelles installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA), réalisés dans le lit mineur d'un cours d'eau et instruits en vertu de l'une ou des rubriques suivantes de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement, en vigueur à la date de publication de l'arrêté d'approbation du SAGE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ la constitution d'obstacle à l'écoulement des crues ou obstacle à la continuité écologique</li> <li>■ la modification du profil en long ou du profil en travers du lit mineur</li> <li>■ les impacts sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau</li> <li>■ la protection des berges par des techniques autres que végétales vivantes</li> <li>■ l'entretien des cours d'eau ou des canaux.</li> </ul>		X	Le projet n'est pas localisé dans le lit mineur d'un cours d'eau.
<p><b>ne sont permis que dans les conditions suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ les installations, ouvrages, travaux ou activités, sont réalisés dans le cadre d'un projet déclaré d'utilité publique (DUP) ou présentent un caractère d'intérêt général, notamment au sens de l'article L211-7 du code de l'environnement ou de l'article L102-1 du code de l'urbanisme,</li> </ul> <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ les installations, ouvrages, travaux ou activités, sont des opérations de restauration hydromorphologique des cours d'eau contribuant à l'atteinte du bon état.</li> </ul>		X	
<p>Dans la conception et la mise en œuvre de ces projets, des mesures adaptées doivent être définies pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ éviter l'impact sur le lit mineur et les berges du cours d'eau ;</li> <li>■ ou réduire cet impact s'il n'a pas pu être évité ;</li> <li>■ et à défaut, compenser le dommage résiduel identifié pour répondre à l'objectif de préserver la fonctionnalité des rivières.</li> </ul>		X	

**ARTICLE 2 : ENCADRER ET LIMITER L'ATTEINTE PORTEE AUX ZONES HUMIDES**

Règle	Application au site		Description
	Concerné	Non concerné	
<p>L'assèchement, la mise en eau, l'imperméabilisation, ou le remblais des zones humides inventoriées et localisées par la Carte 1R du présent règlement, quelle que soit leur superficie, qu'elles soient soumises ou non à déclaration ou à autorisation en application des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, n'est permis que s'il est démontré :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ l'existence d'enjeux liés à la sécurité des personnes, des habitations, des bâtiments d'activités et des infrastructures de transports ;</li> </ul> <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ les installations, ouvrages, travaux ou activités sont réalisés dans le cadre d'un projet déclaré d'utilité publique (DUP) ou ils présentent un caractère d'intérêt général, notamment au sens de l'article L211-7 du code de l'environnement ou de l'article L102-1 du code de l'urbanisme</li> </ul> <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ la contribution à l'atteinte du bon état via des opérations de restauration hydromorphologique des cours d'eau.</li> </ul>		X	Le site n'est pas localisé dans une zone humide représentée dans la cartographie 1R, ni dans aucune zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation.
<p>Dans la conception et la mise en œuvre de ces projets, des mesures adaptées doivent être définies pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ éviter l'impact ;</li> <li>■ ou réduire cet impact s'il n'a pas pu être évité ;</li> <li>■ et à défaut, compenser le dommage résiduel identifié pour permettre l'absence de perte nette, voir un gain, de zones humides et des fonctionnalités associées.</li> </ul>		X	
<p>Les mesures compensatoires proposées doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ respecter le principe de cohérence écologique entre impact/compensation ;</li> <li>■ permettre des fonctions écologiques équivalentes, en termes de biodiversité et de fonctionnalités hydrauliques (rétention d'eau en période de crue, soutien d'étiages, fonctions d'épuration, etc.).</li> </ul>		X	
<p>La pérennité des compensations doit être assurée sur le long terme, en particulier sur les aspects techniques par des mesures de suivi (par exemple par un plan de gestion, entretien, etc.). La compensation porte, dans le même bassin versant, de préférence à proximité immédiate, sur l'amélioration et la pérennisation de zones humides équivalentes (restauration, reconnections, valorisation, meilleure gestion, etc.) sur le plan fonctionnel conformément à la disposition 78 du SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands 2010-2015, et de la qualité de la biodiversité. A défaut, la compensation porte sur une surface au moins égale à 150 % de la surface impactée.</p>		X	

### ARTICLE 3 : PROTÉGER LES ZONES NATURELLES D'EXPANSION DES CRUES

Règle	Concerné	Application au site		Description
		Non concerné		
<p>Dans les zones naturelles d'expansion des crues identifiées sur la Carte 2R du présent règlement, tout nouveau projet d'installation, d'ouvrage, de remblai dans le lit majeur d'un cours d'eau, soumis à autorisation ou déclaration au titre des articles L214-1 et suivants du code de l'environnement, n'est permis que si sont démontrée(s):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ des enjeux liés à la sécurité ou à la salubrité publique, tels que décrits à l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales,</li> </ul> <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ l'impossibilité technico-économique d'implanter en dehors de ces zones, les infrastructures publiques de captage et de traitement des eaux usées, d'eau potable et les réseaux qui les accompagnent, déclarés d'utilité publique ou présentant un caractère d'intérêt général notamment en vertu de l'article L211-7 du code de l'environnement ou de l'article L102-1 du code de l'urbanisme.</li> </ul>		X		Le site n'est pas localisé dans une zone naturelle d'expansion des crues représentée dans la cartographie 2R.
<p>Dans la conception et la mise en œuvre de ces projets, des mesures adaptées doivent être définies pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ éviter l'impact sur les zones naturelles d'expansion des crues et sur leurs fonctionnalités,</li> <li>■ ou réduire cet impact s'il n'a pas pu être évité,</li> <li>■ et à défaut, compenser le dommage résiduel identifié pour répondre à l'objectif de non aggravation de l'aléa.</li> </ul>		X		
<p>Dès lors que la mise en œuvre d'un projet conduit, sans alternative avérée, à la disparition d'une zone naturelle d'expansion des crues, les mesures compensatoires doivent prévoir, dans le même bassin versant, en priorité sur la même unité foncière et à l'amont du projet, la création ou la restauration de zones naturelles d'expansion des crues permettant de retrouver un volume équivalent à celui retiré.</p>		X		

**Plan national de prévention des déchets (PNPD)**

Axe	Action	Application au site		
		Concerné	Non concerné	Description
REP	Renforcer le rôle des éco-organismes en matière d'éco-conception		X	
	Généraliser et professionnaliser le mécanisme d'éco-modulation		X	
	Donner un rôle aux éco-organismes en faveur du réemploi et de la réutilisation		X	
	Dresser un bilan des pratiques de sensibilisation des consommateurs via les filières REP		X	
Durée de vie	Se doter d'un vocabulaire technique commun sur la durée de vie des produits et sur la notion d'« obsolescence programmée »		X	
	Rendre la garantie légale plus compréhensible, la rallonger le cas échéant		X	
	Évaluer, développer et promouvoir l'économie de fonctionnalité		X	
Entreprises	Elaborer des chartes d'engagement volontaire des secteurs d'activité pour encourager à la prévention des déchets	X		Des mesures de prévention de production des déchets prévues : • réduction des déchets à la source ; • sensibilisation de l'ensemble du personnel à la gestion des déchets ; • mise en place d'un système de gestion des déchets avec tri à la source, et filières de traitement adéquates ; • assurance de la conformité des filières d'évacuation et d'élimination des déchets.
	Recenser, capitaliser et mettre à disposition les bonnes pratiques en entreprise	X		
	Mettre en place et diffuser un outil simple de calcul des coûts		X	
BTP	Mettre en place une action de sensibilisation spécifique à destination des maîtres d'ouvrages et des autres acteurs du BTP		X	
	Elaborer des chartes d'engagement volontaire du secteur d'activité du BTP pour encourager à la prévention des déchets		X	
	Identifier et étudier les leviers d'actions pour développer le réemploi des matériaux du secteur du BTP		X	
	Faire le bilan de la réglementation relative aux diagnostics de démolition, et la faire évoluer le cas échéant		X	
Réparation – Réemploi – Réutilisation	Poursuivre l'observation du secteur réparation-réemploi-réutilisation et suivre son évolution		X	
	Soutenir le développement et la professionnalisation de réseaux de réemploi, réutilisation et réparation		X	
	Donner confiance aux consommateurs dans les produits d'occasion en développant des systèmes de garantie pour les produits d'occasion (rénovés-réparés-garantis)		X	
	Favoriser l'accès et la disponibilité des pièces détachées		X	
	Développer la collecte préservante des objets réutilisables		X	
	Développer lorsqu'il est pertinent le système de l'emballage consigné		X	

Axe	Action	Application au site		
		Concerné	Non concerné	Description
Biodéchets	Promouvoir le jardinage au naturel / pauvre en déchets	X		Les espaces naturels seront gérés sans utilisation de produits dangereux pour l'environnement.
	Développer la gestion différenciée des espaces verts	X		les espaces naturels du site seront entretenus selon les bonnes pratiques, notamment en réduisant le nombre de tonte.
	Conforter, améliorer et développer la gestion domestique des biodéchets des ménages		X	
	Développer le compostage partagé et le compostage autonome en établissement		X	
	Diffuser des outils d'aide méthodologique et de formation destinées aux acteurs de la gestion de proximité des biodéchets		X	
Gaspillage alimentaire	Renforcer la lutte contre le gaspillage dans la restauration collective	X		Les employés seront sensibilisés à la lutte contre le gaspillage alimentaire.
	Étudier le lien produit alimentaire/ emballage		X	
	Développer l'usage du « sac à emporter » (doggy bag)		X	
	Décliner sur le territoire l'action de lutte contre le gaspillage alimentaire		X	
	Suivre la réglementation sur les gros producteurs de biodéchets vis-à-vis de l'enjeu de gaspillage alimentaire		X	
	Mettre en place un « Club d'acteurs » sur le gaspillage alimentaire		X	
Actions sectorielles	Étendre l'action "Sacs de caisse"		X	
	Poursuivre le déploiement du dispositif "Stop-pub"		X	
	Limitier l'usage de produits fortement générateurs de déchets		X	
	Enrichir et diffuser le guide sur la consommation responsable axé sur la prévention des déchets		X	
Outils économiques	Généraliser progressivement la tarification incitative		X	
	Progresser dans la généralisation de la redevance spécial		X	
	Redéfinir les modalités de soutien de l'ADEME aux actions de prévention		X	
	Donner une visibilité aux autres soutiens financiers		X	



Axe	Action	Application au site		
		Concerné	Non concerné	Description
Sensibilisation	Poursuivre les campagnes de sensibilisation axées sur la prévention des déchets	X		Les employés seront périodiquement sensibilisés à la gestion des déchets.
	Poursuivre les « opérations témoins » locales en en renforçant la diffusion et le suivi		X	
	Organiser des rencontres périodiques sur la prévention des déchets		X	
	Recenser et mettre à disposition les outils de reconnaissance environnementale existants intégrant ou susceptibles d'intégrer un critère de prévention des déchets, et identifier les axes de progrès envisageables		X	
	Identifier et recenser les initiatives de sensibilisation existantes en matière de prévention qualitative, les interfaces avec les autres politiques publiques (notamment en matière de santé et de travail) et les axes de progrès éventuels		X	
	Mener une réflexion sur la lutte contre les pratiques publicitaires allant à l'encontre de la consommation durable		X	
Planification	Clarifier le cadrage réglementaire des Programmes Locaux de Prévention des DMA		X	
	Préciser le contenu attendu des différents plans et programmes locaux liés à la prévention et leur articulation		X	
	Redéfinir les modalités de soutien, notamment financier, aux actions de prévention menées dans le cadre des plans et programmes locaux		X	
Administrations publiques	Mettre en place un outil de caractérisation et de quantification des déchets des administrations publiques		X	
	Communiquer sur les outils et bonnes pratiques existantes applicables par l'ensemble des administrations publiques		X	
	Sensibiliser le personnel des administrations à la prévention des déchets via notamment des actions de formation		X	
	Renforcer et systématiser la prise en compte de la prévention des déchets dans les politiques d'achats publics et de gestion du parc immobilier public et de gestion des équipements en fin de vie		X	
	Poursuivre et renforcer la politique de consommation éco-responsable de papier bureautique et de dématérialisation des procédures		X	
Déchets marins	Contribuer à développer et mettre en œuvre un programme d'actions cohérent contre les déchets marins		X	

## **Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD)**

ORIENTATION GLOBALE	SOUS-ORIENTATION	Axes/Préconisations/Recommandations/Objectifs		PROJET		COMMENTAIRES
				Concerné	Non concerné	
1 - LUTTER CONTRE LES MAUVAISES PRATIQUES		P1	Poursuivre la mise en oeuvre du plan d'action « Île-de-France propre » en amplifiant la logique de partenariats et la mise en réseau des acteurs par l'organisation d'une journée régionale annuelle.		X	
		P2	Favoriser le contrôle et la répression de ces pratiques en mobilisant les parquets et en étant force de proposition pour faire évoluer le cadre réglementaire, en lien avec la FREC et en accompagnant les acteurs dans sa mise en oeuvre.		X	
		P3	Développer des dynamiques de surveillance et d'éducation des territoires pour responsabiliser l'ensemble des acteurs à l'impact économique et environnemental de ces pratiques. La mise en place de chartes territoriales pourrait être expérimentée.		X	
		P4	Apporter collectivement des réponses adaptées aux besoins des artisans, des agriculteurs et autres producteurs de déchets pour favoriser les pratiques vertueuses.		X	
2 - ASSURER LA TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE	Déchets organiques	A1	Promouvoir le retour des éléments nutritifs au sol en favorisant l'utilisation d'engrais organiques issus des déchets organiques (agricoles, domestiques et industriels).		X	
		A2	Améliorer la connaissance des cycles franciliens de l'azote et du phosphore, rechercher des solutions pertinentes.		X	
		A3	Développer l'agriculture et le maraîchage de proximité et hiérarchiser l'affectation des sols.		X	
		A4	Transformer les pratiques alimentaires des Franciliens.		X	
	Déchets de chantier	A1	Partager, maintenir, adapter et prolonger la durée de vie des espaces et des bâtiments.	X		Le projet s'inscrit dans un bâtiment existant servant anciennement d'entrepôt. Cela a permis d'éviter la construction d'un nouveau bâtiment en réemployant les ressources actuelles.
		A2	Améliorer la connaissance des gisements et renforcer la traçabilité des matériaux et déchets de chantiers.	X		Les déchets de chantier seront caractérisés et envoyés vers les filiales de traitement adaptées.
		A3	Faire monter en compétences et mettre en réseau les acteurs du BTP afin de faire évaluer les pratiques.		X	
		A4	Limiter l'emploi de matériaux neufs et promouvoir le développement de l'utilisation de matériaux de construction alternatifs.		X	
		A5	Faire des collectivités et de la Région Île-de-France des vecteurs clés de promotion des principes de l'économie circulaire et de l'usage des matériaux alternatifs dans les travaux d'aménagement et de construction.		X	
	Déchets plastiques	A1	Réduire drastiquement le recours au plastique à usage unique au niveau régional.		X	
		A2	Stimuler la demande pour les plastiques recyclés.		X	
		A3	Soutenir l'innovation afin de réduire la production de déchets plastiques.		X	

ORIENTATION GLOBALE	SOUS-ORIENTATION	Axes/Préconisations/Recommandations/Objectifs		PROJET		COMMENTAIRES
				Concerné	Non concerné	
	Déchets d'équipements électriques et électroniques	A1	Soutenir le développement de nouveaux projets d'économie circulaire des EEE.		X	
		A2	Encourager la réparation et la remise en état des EEE.		X	
		A3	Réaliser des campagnes de sensibilisation relatives à des bonnes pratiques de consommation et d'allongement de vie d'EEE.		X	
		A4	Faire des administrations publiques franciliennes les promoteurs de l'économie circulaire des EEE.		X	
	Véhicules hors d'usage	A1	Développer des filières locales d'économie circulaire des véhicules.		X	
		A2	Soutenir l'innovation et l'expérimentation autour de l'économie circulaire des véhicules.		X	
	Déchets textiles, linge de maison et chaussures	A1	Renforcer l'offre de mode éco-responsable en Île-de-France.		X	
		A2	Faire évoluer les comportements des consommateurs.		X	
		A3	Développer l'économie circulaire des textiles professionnels.		X	
	Déchets d'éléments d'ameublement	A1	Renforcer la communication autour du réemploi et de la valorisation des meubles auprès des particuliers, des professionnels et des collectivités.		X	
		A2	Faire développer l'offre d'économie circulaire de l'ameublement en Île-de-France.		X	
3 - MOBILISATION GENERALE POUR REDUIRE NOS DECHETS	Déchets ménagers et assimilés	O1	Une nouvelle approche de prévention des déchets sur le terrain francilien		X	
		O2	Diminuer de 10% la quantité globale de DMA entre 2010 et 2025 et entre 2010 et 2031		X	
		O3	Diminuer de moitié le gaspillage alimentaire d'ici à 2025 et de 60 % en 2031 par rapport à 2015		X	
		O4	Déployer la pratique du compostage de proximité		X	
		O5	Doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031		X	
		O6	Déployer la consigne pour réemploi sur le territoire francilien en 2025		X	
		O7	Equiper 25 % des boîtes aux lettres franciliennes en autocollants "STOP PUB" en 2025 et 35% en 2031		X	
	Déploiement de la tarification incitative (TI)	O1	Contribuer, sur le territoire francilien, à l'objectif national de déploiement de la TI pour les déchets ménagers et assimilés avec un objectif de couverture de la population francilienne par la TI de 360 000 habitants en 2020, de 1 800 000 en 2025 et de 3 600 000 en 2031.		X	
		O2	Favoriser l'innovation pour identifier des modalités de déploiement en zone urbaine dense et en ayant recours aux techniques de comportement		X	
	Déchats des activités économiques (DAE) hors SPGD	A1	Mobiliser, informer et former pour un engagement de l'ensemble des activités économiques franciliennes vers la prévention et la valorisation des DAE (mise en œuvre décret 5 flux) Accompagner les entreprises, industries, services et commerces	X		Le tri des déchets sera assuré lors de l'exploitation du site (déchets ménagers, papier/carton, emballages, verre, DEEE, effluents pollués, ...).
		A2	Mobiliser et accompagner les secteurs de l'audiovisuel et du spectacle vivant, c'est-à-dire poursuivre la mobilisation des acteurs initiée en 2016 afin de communiquer, informer et former sur la prévention et la valorisation des déchets, et les accompagner vers la prévention (éco-conception des décors), l'optimisation du tri des déchets, la création de matériauthèques, les activités de réemploi...		X	

ORIENTATION GLOBALE	SOUS-ORIENTATION	Axes/Préconisations/Recommandations/Objectifs		PROJET		COMMENTAIRES
				Concerné	Non concerné	
4 - METTRE LE CAP SUR LE "ZERO DECHET ENFOUI"	Actions	A1	Expérimenter un engagement volontaire des exploitants pour programmer la réduction progressive des capacités annuelles régionales tout en favorisant leur répartition territoriale, démarche co-pilotée par l'État et la Région.		X	
		A2	Créer les conditions pour réduire les flux orientés vers les ISDND (maximisation prévention, valorisation matière, valorisation énergétique).		X	
		A3	Prévoir des modalités spécifiques pour l'accueil des déchets issus de situations exceptionnelles.		X	
		A4	Prévoir des modalités spécifiques pour l'accueil des déchets issus de situations exceptionnelles.		X	
		A5	Appliquer les principes de proximité et d'autosuffisance aux flux interrégionaux.		X	
	Préconisations	P1	Réduire les quantités de DNDNI admises en installation de stockage.		X	
		P2	Mettre en place un plafond aux capacités annuelles des ISDND en 2020 et 2025.		X	
		P3	Favoriser une répartition territoriale équilibrée des ISDND.		X	
	Recommandations	R1	N'orienter aucun déchet autre qu'ultime vers la filière de stockage à l'horizon 2025.		X	
		R2	Prendre en compte l'incidence des déblais issus des travaux du Grand Paris.		X	
5 - RELEVER LE DEFI DU TRI ET DU RECYCLAGE MATIERE ET ORGANIQUE	Déchets ménagers et assimilés	O1	Améliorer les performances de collecte sélective des DMA et des papiers pour atteindre 41,74 kg/hab. en 2025 et 44 kg/hab. en 2031		X	
		O2	Harmoniser les schémas de collecte en 2025 en privilégiant les schémas multi-matériaux		X	
		O3	Harmoniser la couleur des contenants sur l'ensemble du territoire francilien en 2031		X	
		O4	Redynamiser la collecte en communiquant		X	
	Déchets des activités économiques hors SPGD	O1	Structurer le réseau d'accueil avec des solutions de proximité adaptées et orienter préférentiellement les déchets des professionnels sur ces structures, afin de soulager les déchèteries publiques tout en garantissant des conditions économiquement viables pour les déchèteries professionnelles.		X	
		P1	Amélioration du maillage des points de collecte dédiés aux professionnels via l'identification des zones déficitaires.		X	
	Filières à responsabilités élargies (REP)				X	
	Déchets organiques				X	

ORIENTATION GLOBALE	SOUS-ORIENTATION	Axes/Préconisations/Recommandations/Objectifs		PROJET		COMMENTAIRES
				Concerné	Non concerné	
6 - VALORISATION ENERGETIQUE	Préconisations	P1	Limiter la capacité d'incinération sans valorisation énergétique.		X	
		P2	Mettre en adéquation le parc actuel des UIDND avec les nouveaux besoins : augmentation du PCI des déchets et de leur volumétrie, traitement des fumées, valorisation des mâchefers...		X	
		P3	Sans créer de nouveaux sites d'UIDND, améliorer et sécuriser l'outil industriel d'un point de vue technique et sanitaire.		X	
		P4	Favoriser l'optimisation logistique et la mutualisation des sites existants.		X	
		P5	Encourager les filières réversibles de valorisation énergétique des déchets, notamment les CSR.		X	
	Actions	A1	Soutenir les investissements nécessaires pour améliorer et sécuriser le parc des UIDND.		X	
		A2	Poursuivre la logique de coordination initiée par le Syctom, l'agence métropolitaine des déchets ménagers (75), avec les autres syndicats de traitement.		X	
		A3	Favoriser la valorisation des mâchefers.		X	
		A4	Légitimer la filière des CSR, aider à son financement et faciliter son acceptabilité, stabiliser son cadre réglementaire.		X	
		A5	Transformer progressivement les incinérateurs dédiés aux résidus d'épuration des eaux en unités de valorisation énergétique.		X	
7 - METTRE L'ECONOMIE CIRCULAIRE AU CŒUR DES CHANTIERS	1. PRÉVENIR ET GÉRER LES DÉBLAIS DES CHANTIERS DU GRAND PARIS	O/P1	Favoriser le réemploi des déblais sur site ou des chantiers de proximité	X		Une gestion environnementale du chantier sera mise en place. Les déchets de chantier seront triés et envoyés vers les filières de valorisation dédiées. Les déblais de chantier seront réutilisés au maximum sur le site pour le terrassement et l'aménagement des zones paysagères.
		O/P2	Mieux valoriser les déblais : dépollution, réemploi et recyclage	X		
		O/P3	Favoriser la valorisation matière des déchets de chantier à travers des projets d'aménagement, notamment le réaménagement des carrières.	X		
		O/P4	Limiter le stockage	X		
	2. RENFORCER L'OFFRE ET LA DEMANDE EN MATÉRIAUX SECONDAIRES ISSUS DU RÉEMPLOI ET DU RECYCLAGE	P1	Appuyer la recherche et l'innovation pour la création de nouveaux matériaux techniques.		X	
		P2	Favoriser l'expérimentation dans le cadre des chantiers du Grand Paris et des Jeux Olympiques, qui doivent jouer un rôle d'accélérateur des changements de pratiques.		X	
		P3	Accompagner le développement de l'ensemble de ces filières pour structurer et diversifier le marché des matériaux alternatifs issus du recyclage.		X	
		P4	Soutenir la création des plateformes et procédés industriels nécessaires pour passer de l'expérimentation à la production industrielle.		X	
	3. RÉPONDRE AUX ENJEUX SPÉCIFIQUES DU SECTEUR DU BÂTIMENT	P1	Généraliser le tri sur chantier et la dépose sélective, dépose sélective et développer les filières de recyclage des DNDNI du BTP.	X		Une gestion environnementale du chantier sera mise en place. Les déchets de chantier seront triés et envoyés vers les filières de valorisation dédiées.
		P2	Mettre en place des comités de filières afin d'identifier les besoins, freins et leviers pour faciliter le déploiement des filières régionales de gestion des DNIND.		X	

ORIENTATION GLOBALE	SOUS-ORIENTATION	Axes/Préconisations/Recommandations/Objectifs		PROJET		COMMENTAIRES
				Concerné	Non concerné	
8 - REDUIRE LA NOCIVITE DES DECHETS DANGEREUX ET MIEUX CAPTER LES DECHETS DANGEREUX DIFFUS	DD hors DASRI	P1	Mener des actions de communication pour mettre en oeuvre des actions de prévention et de réduction des DD (éco-conception, changement de pratiques, substitution de produits).	X		Les DD sont générés à de rares occasions, notamment en fonction des opérations de maintenance et/ou de nettoyage. Ils sont en quantité aussi réduite que possible et ne peuvent être substitués de part l'activité qui est menée (batterie, déchets DEEE, déchets souillés, boues de séparateurs à hydrocarbures).
		P2	Suivre le taux de valorisation des DD pour analyser et comprendre ses variations, tout en distinguant taux de valorisation matière et taux de valorisation énergétique.		X	
		P3	Communiquer, informer et innover pour réduire les DD.		X	
		P4	Réduire et collecter les DD de ménages et des collectivités.		X	
		P5	Réduire et collecter les DD diffus des activités économiques.	X		Les DD sont collectés dans des contenants spécifiques et évacués par une société spécialisée vers les filières adaptées à leur traitement.
	DASRI	P1	Mener des opérations de prévention auprès des établissements de santé et des producteurs de DARSRI semi-diffus.		X	
		P2	Augmenter le captage des DASRI diffus des professionnels.		X	
		P3	Augmenter le taux de captage des DASRI-PAT.		X	
		P4	Encadrement des imports de DASRI		X	
9 - PREVENIR ET GERER LES DECHETS ISSUS DE SITUATIONS EXCEPTIONNELLES	Identifier les installations permettant de traiter les déchets en situation exceptionnelle	A1	Développer la connaissance des interactions entre événements exceptionnels et production de déchets.		X	
		A2	Intégrer la prise en compte de la problématique déchets dans les dispositifs de gestion de crise.	X		Les effluents pollués seront circonscrits sur le site et évacués dans une filière de traitement spécifique.
		A3	Limiter les quantités de déchets produites en situation exceptionnelle.	X		Les aires de dépotages disposeront d'un système de collecte des effluents qui seront redirigés vers le bassin de rétention du site après passage par séparateur à hydrocarbures dédié. Le bassin peut être mis en rétention en stopant les pompes de relevage. Ce principe permet de limiter la dispersion de polluants en cas de fuite ou de déversement accidentel.
		A4	Accompagner la gestion des déchets en période de crise pour gérer les déchets et en faciliter le tri.		X	
	Identifier les enjeux logistiques de gestion des déchets en situation exceptionnelle				X	

## **Plan de protection de l'atmosphère de l'Ile-de-France (PPA)**



SECTEUR	DEFIS	Actions	PROJET		COMMENTAIRES
			Concerné	Non concerné	
AERIEN	AE1 - Diminuer les émissions des APU et des véhicules et engins de pistes au sol	Action 1 : Limiter l'utilisation des Auxiliaires de Puissances Unitaires (APU).		X	
		Action 2 : Favoriser l'utilisation de véhicules et d'engins de piste moins polluants, afin d'en augmenter la proportion.		X	
	AE2 - Diminuer les émissions des aéronefs au roulage	Action 1 : Mettre en place à Paris-Orly la GLD (Gestion Locale des Départs).		X	
		Action 2 : Favoriser le roulage N-1 (ou N-2) moteur(s).		X	
	AE3 - Améliorer la connaissance des émissions des avions	Action 1 : Communication des émissions, lors du cycle LTO, par couple type avion/moteur sur les aéroports de Paris-Orly, Paris-CDG et la part de chaque couple dans le trafic et les émissions.		X	
AGRICULTURE	AGRI1 - Favoriser les bonnes pratiques associées à l'utilisation d'urée solide pour limiter les émissions de NH3	Action 1 : Favoriser les bonnes pratiques pour l'évitement des émissions de NH3 liées à l'usage d'urée solide en s'appuyant sur les activités de conseil et développement des chambres d'agriculture.		X	
	AGRI2 - Former les agriculteurs au cycle de l'azote et à ses répercussions en termes de pollution atmosphérique	Action 1 : Mettre en place des formations sur le cycle de l'azote et les bonnes pratiques qui en découlent.		X	
	AGRI3 - Évaluer l'impact du fractionnement du second apport sur céréales d'hiver sur les émissions de NH3	Action 1 : Mettre en place un programme de recherche.		X	
INDUSTRIE	IND1 - Renforcer la surveillance des installations de combustion de taille moyenne (2 à 50 MW)	Action 1 : Réaliser un inventaire des installations soumises à déclaration et assurer une large information et sensibilisation des exploitants sur la réglementation.		X	Cette action s'applique à la DRIEE. Toutefois, dans le cadre du projet, les installations de combustion seront régulièrement enregistrées, et seront exploitées conformément à l'arrêté ministériel en lien avec la 2910 à enregistrement (3 août 2018).
		Action 2 : Mettre en place un plan d'actions visant à renforcer le contrôle des installations de combustion de 2 à 50 MW.		X	Cette action s'applique à la DRIEE. D'après l'arrêté ministériel de la 2910 à enregistrement, comme les groupes électrogènes sont des installations destinées aux situations d'urgence et fonctionnant moins de 500 h/an, aucune VLE ne s'applique aux rejets des groupes électrogènes. Toutefois, des mesures périodiques seront réalisées toutes les 1 500 heures d'exploitation, sans être inférieures à 5 ans. Les groupes électrogènes seront régulièrement testés et leur état contrôlé.
	IND2 - Réduire les émissions de particules des installations de combustion à la biomasse et des installations de co-incinération de CSR	Action 1 : Modifier l'arrêté inter-préfectoral relatif à la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère révisé pour sévérer les normes d'émission de particules pour n'autoriser que 15 mg/Nm3 à 6 % d'O2.		X	
		Action 2 : S'assurer de l'application des VLE en poussières renforcées pour les nouvelles installations de combustion de biomasse ou de co-incinération de CSR.		X	
	IND3 - Réduire les émissions de NOX issues des installations d'incinération d'ordures ménagères ou de co-incinération de CSR	Action 1 : Sévérer les normes d'émission d'oxydes d'azote des installations d'incinération d'ordures ménagères et de co-incinération de CSR pour n'autoriser que 80 mg/m3 en moyenne journalière et 200 mg/m3 en moyenne semi-horaire à 11 % d'O2.		X	
		Action 2 : Au vu des ETE, modifier par arrêté préfectoral complémentaire la réglementation de l'installation pour imposer les nouvelles VLE du PPA révisé et fixer le délai de mise en conformité.		X	
		Action 3 : S'assurer de l'application des VLE en NOX renforcées pour les nouvelles installations de co-incinération de CSR ou les reconstructions d'UIQM.		X	
	IND4 - Réduire les émissions de NOX des installations de combustion à la biomasse entre 2 et 100 MW et des	Action 1 : Sévérer les normes d'émission d'oxydes d'azote des installations de combustion de biomasse, associée ou non à la co-incinération de CSR, pour n'autoriser que 200 mg/m3 à 6 % d'O2.		X	

	biomasse entre 2 et 100 MW et des installations de co-incinération de CSR	Action 2 : S'assurer de l'application des VLE en NOX renforcées pour les nouvelles installations de combustion de biomasse, que cette combustion soit associée ou non à la co-incinération de CSR.		X	
RESIDENTIEL- TERTIAIRE- CHANTIERS	RES1 - Favoriser le renouvellement des équipements anciens de chauffage individuel au bois.	Action 1 : Informer et faire connaître les aides financières pour le renouvellement des équipements anciens de chauffage individuel au bois.		X	
		Action 2 : Inciter les collectivités à mettre en place un fonds de renouvellement des équipements individuels de chauffage au bois via des dispositifs d'aides existants (appel à projet Fonds Air de l'ADEME, Fonds Air Bois du Conseil régional d'Île-de-France notamment).		X	
	RES2 - Élaborer une charte bois énergie impliquant l'ensemble de la chaîne de valeurs (des professionnels au grand public) et favoriser les bonnes pratiques.	Action 1 : Préparer et communiquer autour d'une charte bois-énergie globale (fabricants, distributeurs, maîtres d'ouvrage, maîtres d'oeuvre, collectivités, etc.). Action 2 : Réaliser et diffuser une plaquette d'information à l'attention du grand public sur les impacts en termes de pollution atmosphérique des appareils de chauffage au bois et sur les bonnes pratiques à adopter lors de leur utilisation.		X	
	RES3 - Élaborer une charte globale chantiers propres impliquant l'ensemble des acteurs (des maîtres d'ouvrage aux maîtres d'œuvre) et favoriser les bonnes pratiques.	Action 1 : Élaborer une charte globale chantiers propres prenant en compte tous les acteurs intervenant dans un chantier (industriels, distributeurs, propriétaires de parcs d'engins, maîtres d'ouvrage, maîtres d'oeuvre, etc.).	X		Chantier propre
TRANSPORTS	TRA1 - Elaborer des plans de mobilité par les entreprises et les personnes morales de droit public	Action 1 : Etendre l'obligation de réalisation d'un plan de mobilité aux personnes morales de droit public franciliennes et définir le contenu des plans de mobilité.		X	
		Action 2 : Accompagner l'élaboration et la mise en oeuvre des plans de mobilité.		X	
		Action 3 : Faciliter le dépôt et le suivi des plans de mobilité.		X	
	TRA2 - Apprécier les impacts d'une harmonisation à la baisse des vitesses maximales autorisées sur les voies structurantes d'agglomérations d'Île-de-France	Action 1 : Évaluer les impacts d'une harmonisation à la baisse des vitesses sur 5 tronçons autoroutiers et routiers nationaux.		X	
	TRA3 - Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de plans locaux de déplacements et une meilleure prise en compte de la mobilité durable dans de zones à circulation restreinte en Ile-de-France	Action 1 : Relancer collectivement les Plans Locaux de Déplacement (PLD).		X	
		Action 2 : Favoriser une meilleure prise en compte des enjeux de mobilité durable dans l'urbanisme.		X	Sensibilisation à l'utilisation des transports en commun et des modes actifs/doux pour les trajets domicile-travail.
	TRA4 - Accompagner la mise en place de zones à circulation restreinte en Ile-de-France	Action 1: Finaliser et mettre en oeuvre les actions de la convention Villes Respirables en 5 ans.		X	
	TRA5 - Favoriser le covoiturage en Ile-de-France	Action 1 : Favoriser le développement du covoiturage en Île-de-France.		X	Sensibilisation au covoiturage.
		Action 2 : Étudier l'opportunité d'ouvrir aux covoitureurs d'utiliser les voies dédiées aux bus sur le réseau routier national et autres voies.		X	
	TRA6 - Accompagner le développement des véhicules à faibles émissions	Action 1 : Installer des bornes électriques dans les parcs relais afin de développer l'usage des véhicules électriques.		X	
		Action 2 : Inciter les communes à mettre en place des politiques de stationnement valorisant les véhicules les moins polluants.		X	
		Action 3 : Créer une plate-forme régionale de groupement de commandes de véhicules à faibles émissions pour les PME / PMI.		X	
	TRA7 - Favoriser une logistique durable plus respectueuse de l'environnement	Action 1 : Préserver les sites à vocation logistique.		X	
		Action 2 : Fournir un modèle type de charte de logistique urbaine à l'ensemble des collectivités.		X	
	TRA8 - Favoriser l'usage des modes actifs	Action 3 : Mettre à jour la stratégie régionale d'orientation pour soutenir le transport de marchandises longue distance raisonné et durable.		X	
		Action 1 : Publier un recueil de bonnes pratiques pour la mise en place d'aides à l'achat de vélos, vélos à assistance électrique et triporteurs.		X	
		Action 1 : Mettre en place un dispositif de partage des différents retours d'expérience des épisodes de pollution.		X	

<b>MESURES D'URGENCE</b>	<b>MU - Réduire les émissions en cas d'épisode de pollution</b>	Action 2 : Réduire la liste des dérogations à la mesure de circulation différenciée.		<b>X</b>	
		Action 3 : Mettre à jour les listes de diffusion des messages adressés pendant les pics de pollution, et sensibiliser ceux qui les reçoivent pour qu'ils les transmettent le plus largement possible.		<b>X</b>	
<b>COLLECTIVITES</b>	<b>COLL1 - Fédérer, mobiliser les collectivités et coordonner leurs actions en faveur de la qualité de l'air</b>	Action 1 : Définition et mise en place d'une instance de coordination, de suivi et d'évaluation des actions « qualité de l'air » relevant des collectivités franciliennes.		<b>X</b>	
		Action 2 : Définition et mise en place d'une instance régionale de partage technique entre collectivités.		<b>X</b>	
		Action 3 : Expérimentation et essaimage des systèmes d'agriculture territorialisés.		<b>X</b>	
<b>REGION</b>	<b>REG - Mettre en œuvre le plan 2016-2021 « Changeons d'air en Île-de-France » du Conseil régional d'Île-de-France</b>	Action 1 : Mettre en oeuvre le Fonds Air-Bois en Île-de-France.		<b>X</b>	
<b>ACTIONS CITOYENNES</b>	<b>AC - Engager le citoyen francilien dans la reconquête de la qualité de l'air</b>	Action 1 : Définir et diffuser les 10 éco-gestes que chaque citoyen peut mettre en oeuvre pour réduire les émissions polluantes dans sa vie quotidienne.		<b>X</b>	